

Notes de lecture

Philippe RICHER, *Jeu de quatre en Asie du Sud-Est*. Paris, Presse Universitaire de France, 1982, 244 p.

Cet ouvrage est une suite naturelle de celui que M. Philippe Richer a publié un an plus tôt: *L'Asie du Sud-Est : Indépendances et communismes* (Paris, Imprimerie Nationale, 1981). Il en est d'ailleurs le complément naturel et indispensable.

Dans le premier ouvrage, l'auteur a étudié l'évolution interne des pays de la région au cours des XIXe et XXe siècles. Il y a consacré un chapitre aux relations internationales (chap. VI), mais la période couverte va seulement de 1943 à 1975, et l'accent est toujours mis sur les pays de la région. Évidemment, il n'a pas pu nous y offrir une analyse détaillée de politiques des grandes puissances parce qu'une telle analyse aurait allongé considérablement le livre (qui avait déjà 430 pages).

Dans le présent ouvrage, l'auteur analyse essentiellement le "jeu" des quatre grandes puissances ayant des intérêts stratégiques, économiques et politiques importants dans la région: Chine, Japon, États-Unis, Union soviétique. Il a préféré le terme "jeu" à politique, sans doute parce qu'il s'agit bien d'une partie à plusieurs mains se déroulant dans une situation mouvante. Consciemment ou non, il "joue" aussi, et son jeu à lui consiste à chercher à percer le voile du futur, jusqu'à l'an 2000, et à nous faire participer à ce jeu passionnant. En cela, il pleinement réussi. Ses prédictions, contenues dans le dernier chapitre, intitulé "jeux", sont parfaitement acceptables à la lumière d'une documentation abondante et d'une analyse serrée, bien que présentée dans un style qui risque de faire froncer les sourcils de certains, surtout parmi les conservateurs, parce qu'il frise le journalisme. Mais si c'est du journalisme, c'en est un d'une exceptionnelle qualité. D'ailleurs c'est là un des mérites de l'ouvrage : il se lit très facilement et très agréablement, surtout le dernier chapitre (qui est moins encombré de détails et qui, par surcroît, peut être lu indépendamment des autres).

Ce qu'on vient de dire concerne l'ensemble de l'ouvrage. Quand on passe aux détails, les chapitres semblent inégaux. Ceux sur la Chine et l'Union soviétique sont incriticables. Celui sur l'Union soviétique, en particulier, est remarquable parce que, pour la première fois peut-être, en Asie du Sud-Est, l'URSS est déshabillée, pour ainsi dire, et on se rend compte qu'elle a vraiment, comme l'auteur le dit si bien, "un appétit de fauve." La pénétration de l'Union soviétique dans cette région est un phénomène nouveau, dans ce sens que, cette fois, elle se fait ouvertement et visiblement, et elle est vraiment réussie, et l'auteur a su nous montrer clairement pourquoi et comment. On est tenté de se demander si, au fond, les Américains ne sont pas battus au profit de l'Union soviétique en Asie du Sud-Est, comme d'ailleurs en Europe.

En ce qui concerne le Japon, l'auteur est peut-être trop dur. "Des affaires, rien que des affaires", "politique de comprador", "diplomatie non armée". Est-ce que le Japon, défait et désarmé par les États-Unis qui lui ont imposé en plus l'article 9 de la constitution et l'ont maintenu sous une tutelle politique quasi totale jusqu'à récemment, avait d'autre moyen de dépenser ses énergies débordantes et d'affirmer sa dignité nationale que se faire reconnaître comme une puissance économique ? La "diplomatie non armée" ne peut être une diplomatie. Il n'y a pas de diplomatie, ni de politique, sans armée. Qu'on se rappelle ce qu'a dit le général de Gaulle là-dessus ! Mais les choses ont commencé à

changer depuis le retrait des États-Unis du Viêt-nam en 1968, et surtout depuis la signature du communiqué conjoint sino-japonais du 29 septembre 1972 et du traité d'amitié sino-japonais du 12 août 1978. Le Japon commence à exercer une action, sinon une influence, politique sur la région, et d'ici l'an 2000 il faudra s'attendre de sa part à une vraie diplomatie, et non plus une diplomatie "non armée" ou "de comprador", parce que d'ici là le Japon aura une vraie armée. Cela causera inévitablement des remous à Moscou et dans les capitales de l'Asie du Sud-Est, mais probablement pas à Pékin.

En ce qui concerne les États-Unis, l'auteur a peut-être exagéré l'influence que ce pays exerce actuellement ou pourra exercer en Asie du Sud-Est dans les vingt prochaines années parce que les États-Unis eux-mêmes, *en tant que nation*, se sont mis hors-jeu. Après ce qui s'est passé en Indochine entre 1968 et 1975 - acceptation de la défaite, retrait (doctrine de Guam), abandon total du Viêt-nam et du Cambodge -, les peuples de l'Asie savent qu'ils ne peuvent plus, et ne doivent plus, compter sur les États-Unis et qu'il faut regarder ailleurs (la plupart regardent vers la Chine). Malgré les apparences, les Américains sont faibles et, en tout cas, ils ont démontré qu'ils sont des alliés non fiables et ce, en partie parce qu'ils sont ignorants (des réalités d'Asie) et facilement démoralisables, mais surtout parce que la structure constitutionnelle et l'attitude du Congrès des États-Unis rendent douteux les promesses et engagements du Président (pour ne rien dire du secrétaire d'État). Qu'on se rapporte au discours prononcé par le président Ferdinand Marcos à l'université des Philippines, le 16 avril 1975 (la veille de la chute de Pnom Penh). Dans ce discours, M. Marcos dit tout haut et brutalement ce que les gens et les gouvernements de la région disent tout bas et avec délicatesses. En voici deux extraits révélateurs: "Le traité de défense mutuelle entre les Philippines et les États-Unis ne contient aucune garantie ferme que les États-Unis prendront une action de représailles immédiate en cas d'agression contre les Philippines. Les procédures constitutionnelles américaines seront appliquées, ce qui nous fait douter très fort de la nature de l'action de représailles, qui peut ne pas être militaire, que le Congrès américain jugera bon de prendre..." "Étant donné ce qui se passe actuellement en Indochine, nous devrions réexaminer dans des consultations mutuelles si les déclarations d'engagement faites par le Président des États-Unis lient le Congrès américain et le peuple américain. Dans un contexte où le traité de défense mutuelle contient des ambiguïtés, nous devrions sérieusement douter si nos arrangements de sécurité avec les États-Unis assurent suffisamment notre sécurité et notre survie." Voilà qui est clair.

M. Richer parle de "prodigieux retournement", "d'affirmation" d'une présence, de "volonté de s'opposer à l'influence soviéto-vietnamienne", de "pressions militaires" sur le Viêt-nam, des États-Unis faisant face à leur rôle de "puissance impériale en Asie du Sud-Est"... C'est faire preuve de beaucoup de générosité envers les États-Unis. Il y a eu "durcissement", retournement", sans doute, de la part du gouvernement, c'est-à-dire de l'exécutif, américain. Mais y a aussi le défaitisme, ou l'indifférence régnant dans les universités, la jeunesse, les médias, chez les hommes politiques américains, et surtout cette fameuse "War Powers Resolution" passée par le Congrès, le 7 novembre 1973, malgré le veto présidentiel, qui ne permet plus au Président des États-Unis d'agir efficacement en politique étrangère. Il peut parler, et même parler très fort. Mais cela ne mènera pas loin. Tant que le "syndrome vietnamien" et le pacifisme continueront à dominer aux États-Unis, toute action décisive des États-Unis en Asie du Sud-Est, comme ailleurs du reste, est exclue. Il ne suffit pas de posséder beaucoup d'avions, de navires, de canons, de fusées, pour être une grande puissance. Il faut encore avoir la volonté de se

battre. Et cette volonté-là, les États-Unis, *en tant que nation*, ne l'ont pas actuellement. En fait, ils sont plutôt une "grande impuissance". Et cela, en Asie du Sud-Est, chacun le sait, ou le pense.

Étant donné que l'ASEAN, actuellement et pendant de nombreuses années encore, est, du point de vue militaire, un bébé, pour ne pas dire un embryon, la sécurité et la stabilité de la région dépendront de ce que vont faire la Chine et surtout le Viêt-nam. Cela n'a évidemment pas échappé à la perspicacité de M. Richer. En fait, dans son dernier chapitre, il discute longuement de la "fuite en avant" du Viêt-nam. Est-ce une façon de reconnaître que, dans le "jeu" des puissances en Asie du Sud-Est, il y a une cinquième puissance qui est le Viêt-nam, la plus turbulente de toutes et, par là, la plus dangereuse aussi? Mais le Viêt-nam doit compter avec la Chine. Tant que la situation de l'Indochine - les relations "spéciales" du Viêt-nam avec ses voisins cambodgien et laotien, et l'orientation du Viêt-nam lui-même - n'aura pas été acceptée par la Chine, l'instabilité continuera à régner, quoi qu'en disent les dirigeants vietnamiens actuels dans leur arrogance, ou aveuglement, car c'est à une des constantes de l'histoire de deux mille ans de relations sino-vietnamiennes. C'est aussi ce que M. Richer a vu clairement quand il conclut son livre en ces termes : "Longtemps, les faits accomplis, acceptés ou non, et le conflit sino-vietnamien agiteront les eaux des mers de Chine du Sud et les alentours du détroit de Malacca."

TON THAT THIEN,

Université du Québec

et Institut universitaire

des hautes études internationales,

Genève.